

La vie des sociétés

Nouvelles constitutions

Jippelchensnascht s.à r.l.

Siège: 6, rue de la Forêt, L-8323 Capellen. Capital social: 12.500 EUR (100 parts). Associée: Isabelle Dias, cuisinière, demeurant à L-3672 Kayl

Objet: l'exploitation d'une crèche pour enfants ainsi que toutes activités et opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières, immobilières ou autres se rattachant directement ou indirectement à l'objet social

Date de constitution: 18/06/2014

Mklagrar s.à r.l.

Sitz: 34, Hauptstrooss, L-9972 Lieler. Kapital: 12 500 EUR (100 Anteile)

Gesellschafter: 1) Marco Kamesch, wohnhaft in L-9972 Lieler, 50 Anteile, 2) Michelle Stempel, wohnhaft in L-9972 Lieler, 50 Anteile

Zweck: An- und Verkauf sowie der Transport von lebenden Tieren; der Fleischhandel; An- und Verkauf von landwirtschaftlichen Produkten und Dienstleistungen sowie alle kaufmännischen, industriellen und finanziellen Handlungen in Bezug auf bewegliche und unbewegliche Güter, die für die Verwirklichung des Gegenstandes der Gesellschaft notwendig sind

Gründung: 27/06/2014

Otrek s.à r.l.

Siège social: 33, rue Dicks-Lentz, L-4540 Differdange

Capital social: 12.500 EUR (100 parts) Associés: 1) Carlos Alberto Da Cunha Faria, indépendant, demeurant à L-4602 Niederkorn, 34 parts, 2) Maria Armanda Da Cruz Carreiras Faria, indépendante, demeurant à L-4602 Niederkorn, 51 parts, 3) Jéssica Da Cruz Faria, étudiante, demeurant à L-4602 Niederkorn, 15 parts

Objet: le commerce d'achat et de vente de cuisines, de tous biens d'équipements concernant l'habitation, d'électroménagers, carrelages, meubles, etc., ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social

Date de constitution: 04/06/2014

Salma s.à r.l.

Siège social: 3, Kurzacht, L-6740 Grevenmacher. Capital social: 12.500 EUR (100 parts) Associée: Salma Madini, salariée, demeurant à L-6212 Consdorf

Objet: l'exploitation d'un restaurant avec débit de boissons; toutes les opérations mobilières et immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles

Date de constitution: 25/06/2014

Vapor Clean s.à r.l.

Siège social: 53, rue Jean-Baptiste Esch, L-1473 Luxembourg

Capital social: 12.500 EUR (100 parts) Associés: 1) Frédéric Barbieri, demeurant à F-57390 Russange, 50 parts, 2) Yann Granata, demeurant à F-57700 Hayange, 50 parts

Objet: le nettoyage et polissage de la carrosserie, des vitres, du châssis, du moteur et de l'intérieur du véhicule, ainsi que le nettoyage automobile à la vapeur

Date de constitution: 07/07/2014

Les PSF, un secteur stable

Les réglementations pèsent lourd

Les PSF font face à un certain nombre de défis

DE LAURENCE BERVARD

Les Professionnels du Secteur Financier (PSF) restent un pilier solide et incontournable de l'industrie luxembourgeoise. C'est ce qu'ont souligné les acteurs invités hier par Deloitte à l'occasion d'une table-ronde portant sur les opportunités et les risques du secteur dans les années à venir.

Il y a quelques années encore, les PSF étaient en pleine croissance. Mais les professionnels du secteur financier ont dû admettre hier qu'ils avaient désormais atteint une certaine stabilité. Ainsi le nombre de PSF présents sur le marché luxembourgeois est passé de 185 acteurs en 2005 à 316 en 2012. En 2013 finalement, seuls deux PSF ont été nouvellement agréés.

L'«écosystème» de la place financière luxembourgeoise, composé de l'expertise de banques, avocats, comptables, fiscalistes et informaticiens continue à présenter des atouts intéressants pour les PSF. Ces derniers restent dépendantes de ces acteurs mais doivent faire face à une évolution dans les années à venir. Tel était le message véhiculé hier par différents PSF rassemblés pour une table-ronde au Mudam.

«Avant les structures des PSF étaient guidées par une optimisation fiscale agressive. Maintenant les objectifs de transparence vont changer le métier», a ainsi souligné Eric Magrini, CEO de Corpo-



Vincent J. Derudder a mis en garde contre les risques d'une réglementation accrue qui constitue un poids pour le développement des PSF. (PHOTO: TANIA BETTEGA)

rate & Private Client solutions à Capita Asset Services. Selon lui, d'autres places financières auront ainsi une visibilité accrue et viendront concurrencer avec le Grand-Duché. Un fait qui contribuera à réduire les marges bénéficiaires de ses acteurs.

Vincent J. Derudder, président du Groupe NULEUS et président honoraire de la Fédération européenne de Conseils et Intermédiaires Financiers (FECIF) a pour sa part mis en avant les risques

d'une réglementation accrue des acteurs, telle qu'elle s'est développée depuis la crise financière. «Les cadres réglementaires plus importants seront un atout, mais seulement s'il y a une harmonisation et j'en doute. En cinq ans, notre secteur a perdu un millier d'emplois. Pour 80% des cas, cela est imputable à la réglementation. Ainsi les règles ne sont pas toujours adaptées aux différents métiers et aux différentes tailles du secteur», a-t-il mis en garde.

Les PSF en chiffres

Les PSF et les entreprises d'investissement contribuent à 3% de la production nationale (hors PSF de support). La somme des bilans financiers de l'ensemble des PSF s'élevait fin 2013 à 15 milliards d'euros, soit une hausse de 7% en une année. Sur la même période, les résultats nets des PSF affichent une baisse de plus de 41% et sont passés de 715 à 419 millions d'euros. (lb)

Gramegna à la relance

Retour contraint sur les LuxLeaks à Munich

Luxembourg. Le ministre des Finances, Pierre Gramegna, a effectué hier sa première intervention publique à l'étranger après le déferlement LuxLeaks. Au cours d'une mission de promotion dans la capitale bavaroise, il s'est à nouveau exprimé pour défendre la légalité de ces accords passés entre les entreprises et l'administration fiscale. La publication de trois centaines d'entre eux la semaine passée avait provoqué l'ire médiatique internationale.

«Un ruling, a-t-il dit, respecte le droit national, les lignes directrices de l'Union européenne, mais aussi les accords internationaux. Malgré cela, il se peut qu'une entreprise ait une imposition très basse, voire inexistante. Mais c'est légal.» La ligne de défense, entendue à Luxembourg et Bruxelles le lendemain de la publication des documents, est donc maintenue.

Détournement d'ordre du jour

La question de la moralité a également été abordée. Le ministre libéral a indiqué comprendre que le contribuable lambda ne puisse accepter que les entreprises ne paient pas ou peu d'impôts quand lui-même s'en acquitte.

Le sujet a d'ailleurs quelque peu aliéné l'ordre du jour initial, à savoir la place financière luxembourgeoise après le passage à

l'échange automatique d'informations fiscales. La rédaction-en-chef du quotidien allemand Handelsblatt, qui coorganisait l'événement avec l'agence Luxembourg for Finance, avait indiqué la veille la difficulté de passer outre. Les journalistes étaient d'ailleurs beaucoup plus nombreux qu'à l'accoutumée dans un public normalement composé de professionnels.

Serge de Cillia, CEO de l'Association des banques et banquiers (ABBL), s'inquiète d'ailleurs que le secteur financier souffre injustement de la polémique. «Qu'on attaque le Grand-Duché, c'est une chose, mais qu'on s'en prenne à la place financière, c'en est une autre», précisant que très peu de banques étaient concernées et que les sociétés de gestion de fonds impliqués ne requéraient pas de substance.

Les représentants de la finance luxembourgeoise n'ont en tout cas pas fini de s'expliquer puisque trois missions de promotion s'enchaînent. Après Munich, ils se rendront à Bruxelles pour la conférence Finance Avenue, organisée le 15 novembre par le quotidien économique L'Écho. La semaine prochaine la caravane de promotion se déplacera au Brésil... toujours en présence du ministre des Finances. (ps)

VW schwächelt in China

Kernmarke mit Mini-Wachstum im Reich der Mitte

Wolfsburg. Volkswagens Kernmarke hat im Oktober auf dem wichtigen chinesischen Markt weiter an Schwung verloren. Nach Berechnungen der Finanz-Nachrichtenagentur dpa-AFX auf Basis der am Dienstag veröffentlichten Daten gab es bei den VW-Pkw nur ein kleines Plus bei den Verkaufszahlen. In den ersten neun Monaten waren die Auslieferungen in China noch um über 15 Prozent geklettert – allerdings hatte sich das Wachstum schon im September kräftig verlangsamt.

China steht in diesem Jahr für insgesamt 45 Prozent der Auslie-

ferungen der VW-Kernmarke. Das Mini-Wachstum in China schlägt auch auf die weltweiten Verkaufszahlen durch.

Im Oktober gingen die Auslieferungen der Wolfsburger um 0,4 Prozent auf rund 517 400 Autos zurück. Für die ersten zehn Monate verbuchte VW 2,6 Prozent Zuwachs und kam damit erstmals schon Ende Oktober auf mehr als fünf Millionen Neuwagen. „Wir liegen damit auf Kurs, erstmals mehr als sechs Millionen Fahrzeuge zu verkaufen“, sagte Vertriebschef Christian Klingler mit Blick auf die Hauptmarke. (dpa)

Porsche SE steigert Gewinn

Die Holding hält 51 Prozent an Volkswagen

Stuttgart. Die Abhängigkeit der Porsche-Holding vom deutschen Autobauer Volkswagen (VW) bleibt hoch. In den ersten neun Monaten hat die Porsche-Dachgesellschaft ihr Ergebnis nach Steuern gegenüber dem Vorjahr um ein Viertel auf 2,49 Milliarden Euro gesteigert. Das teilte die Porsche Automobil Holding SE am Dienstag mit. Dazu beigetragen habe maßgeblich die Beteiligung am Autobauer VW. Die Porsche-Holding hält gut 51 Prozent der

Stammaktien an Volkswagen. Im Zuge der Kapitalerhöhung von VW im Juni verringerte sich nur der Anteil der auf der Hauptversammlung nicht stimmberechtigten Vorzugsaktien leicht auf 31,5 Prozent. Die Porsche-Holding ist nach dem Verkauf des Sportwagenbauers Porsche AG 2012 als Hülle übrig geblieben und fungiert als Beteiligungsgesellschaft. Geplant sind Investitionen rund um den Autobau- und die Autowirtschaft. (dpa)